



Nouvelle étape dans ce quinquennat : pour mettre de l'ordre dans un gouvernement trop à gauche à son goût, le Premier Ministre Valls s'est doté d'un gouvernement de « clarté » aux ambitions effectivement très claires : faire la peau aux acquis sociaux. **EDITO**

Nous ne serons pas dupes du cinéma auquel nous avons assisté : les sorties folkloriques d'élus « frondeurs » de la majorité sont orchestrées pour mieux justifier la radicalisation libérale de la politique menée. Les 51,63 % d'électeurs qui ont voté Hollande en 2012 pour, entre autres, déclarer la guerre à la finance, ne s'attendaient pas à voir un banquier d'affaires à la tête de l'économie du pays aujourd'hui. Certes on ne se berçait pas d'illusions, avec même la crainte de voir un patron accéder à ce poste (Gallois ou autre), mais là c'est le bouquet. L'idéologie d'un énarque qui a travaillé pour la banque Rothschild et qui se présente comme le fils spirituel de Peter Brabeck (PDG de Nestlé qu'il a fortement aidé à faire de l'eau « un bien de consommation comme un autre ») est à sens unique : tout pour la financiarisation. **Les salarié-e-s ont du souci à se faire, car c'est la politique du Medef qu'Emmanuel Macron va mettre en place, sous l'égide de Manuel Valls.**

Pour sa rentrée politique, le 1^{er} Ministre a flatté les patrons, lors de l'université d'été du Medef, avec de nombreux compliments et encouragements et toujours sans aucune demande concrète de contreparties aux 220 milliards d'euros qui leur ont été alloués cette année. Au contraire : **remise en cause des 35 h ou des seuils sociaux dans les entreprises, baisse des cotisations sociales etc.**, un discours apprécié par l'organisation patronale qui a même gratifié le 1^{er} Ministre d'une standing ovation.

Le mépris de la contestation sociale par ce gouvernement est inquiétant pour les salarié-e-s et pour nous syndicalistes. Parmi les ministres évincé-e-s ce week-end se trouvent toutes celles et ceux qui ont eu maille à partir avec la CGT (Cuvillier face aux Cheminots ainsi que la SNCM, Filippetti et les intermittents). Les discriminations anti-syndicales vont bon train. **La remise en cause des seuils sociaux pour des raisons fiscales mais surtout pour s'affranchir du dialogue social dans les entreprises mettent en danger la démocratie pour les salarié-e-s.** La diabolisation systématique des actions de la CGT est bien relayée par les médias chiens de garde. Les gestes sont forts et se succèdent pour étouffer toute contestation dans ce pays (souvenons nous de l'accueil à la matraque par les forces de l'ordre des quelques militants CGT présents lors la venue de Valls dans Clermont-Fd en état de siège le mois dernier).

Lors de l'assemblée générale de rentrée des organisations de la CGT mardi dernier à Montreuil, la proposition d'un mouvement national pour le 16 octobre prochain a été faite. Le mot d'ordre de cette journée est la défense de la protection sociale. Ce thème est d'actualité et interprofessionnel puisque les attaques sur le financement de la Sécurité Sociale se généralisent : dumping social, transferts de financement, hausse du chômage etc. Ce que notre pays a réussi à mettre en place au sortir d'un conflit mondial, risque de disparaître alors que les richesses que se partagent les actionnaires ne cessent d'augmenter et que le coût du capital ruine l'État.

Les modalités de cette mobilisation seront définies par la Commission Exécutive Confédérale la semaine prochaine. En attendant, **la rentrée sociale doit passer par l'explication aux salarié-e-s des dangers qui pèsent sur nos acquis sociaux et nos conditions de vie. Nous devons dénoncer fortement toutes les entreprises de ce gouvernement résolument au service du capital.**

La rentrée militante de l'UD CGT du Puy de Dôme se fera lors de l'**Assemblée Générale du 19 septembre prochain**, plus nous y serons nombreux, plus le travail de mobilisation sera facile et efficace, et nous avons besoin d'efficacité face à l'austérité libérale ambiante généralisée.

Sylvain LE NOC

Sommaire :

- P1 : Edito/Agenda
- P2 : Elections Fonction Publique / Rappel inscriptions foire de Cournon
- P3 : OTIS fait appel / Formation syndicale / AG de rentrée
- P4 : Encore et toujours avec les sans-papiers
- P5 : Où en est-on de la réforme territoriale ? / Syndicalisation - organisation
- P6 : Commande NVO rentrée



N° 1513 DU VENDREDI 29 AOUT 2014

DEPOSE LE 29 AOUT 2014

Circulaire d'informations hebdomadaires du Bureau et du Secrétariat de l'Union Départementale CGT - Directeur de publication : Julien PAULIAC - Imprimé par nos soins Maison du Peuple - 63000 Clermont-Ferrand - CPPAP 0506 S 06884 D 73 du 13 mai 2004 - ISSN n° 09920625

AGENDA :

>>>01/09 : 15h00 rassemblement RESF

>>>06/09 : début de la foire exposition de Cournon

>>>09/09 : réunion de la CE de l'UD

>>>19/09 : AG de rentrée de l'UD

Elections Fonction Publique

Un enjeu pour les fonctionnaires, les services Publics

Un enjeu pour les usagers des Services Publics

Un enjeu pour toute la CGT

Le 4 décembre prochain, ce sont plus de 5 millions d'agents publics qui sont appelé-e-s à élire leurs représentant-e-s syndicaux.

Ce sera la 1^{ère} fois que ce vote se déroulera simultanément dans l'ensemble de la Fonction Publique : Territoriale, Hospitalière d'État.

Le vote CGT est le meilleur atout :

- ▼ Pour les fonctionnaires qui voient leurs emplois et leurs statuts remis en cause, leurs salaires gelés au nom de la sacro-sainte austérité et de l'allégeance du gouvernement au MEDEF.
- ▼ Pour la reconquête des Services Publics attaqués de toutes parts, au nom de la réduction des déficits et du désengagement, au profit des officines privées.

Ce vote est également un enjeu pour l'ensemble des citoyennes et citoyens de ce pays qui, chaque jour, utilisent leurs services publics, que ce soit dans la Santé, les collectivités territoriales, l'Éducation Nationale, la Poste, les Finances Publiques...

En tant que militant-e CGT, ces élections nous concernent donc toutes et tous. A l'instar des élections Prud'homales et de celles qui ont eu lieu dans les Très Petites Entreprises, tout le collectif syndiqué et militant doit se mobiliser pour que la CGT arrive en tête. D'autant plus que nos droits syndicaux dépendent pour partie de notre représentativité.

L'Union Départementale appelle tou-te-s les syndiqué-e-s CGT du Puy de Dôme à faire connaître l'enjeu de ces élections dans leur entourage professionnel, familial et personnel, à la fois pour faire voter CGT mais aussi pour gagner des candidatures CGT sur les listes encore incomplètes. Les dates limites de dépôt approchent, il y a urgence !

Le 4 Décembre 2014

VOTEZ ET FAITES VOTER CGT

Contact : Collectif Départemental CGT Élections Fonction Publique 04 73 31 87 87

Mail : electionsfp@cgt63.fr

Faites nous passer vos publications et tracts, le site cgt63.fr les relayera dans une nouvelle section.

Rappel inscriptions foire de Cournon

Cette année, pour la campagne électorale dans les fonctions publiques, la CGT tient un stand à la foire de Cournon, Hall 1 Secteur "habitat d'intérieur", stand 349 allée E

Petit rappel, les équipes de militants ne sont pas encore au complet pour tenir le stand le :

- ▼ *Samedi 6 septembre.*
- ▼ *Dimanche 7 septembre.*
- ▼ *Lundi 8 septembre.*
- ▼ *Vendredi 12 septembre.*
- ▼ *Samedi 13 septembre.*
- ▼ *Dimanche 14 septembre.*

Pour vous inscrire, rendez vous à l'adresse ci-dessous ou contactez l'UD au 04 26 07 78 60

https://docs.google.com/forms/d/1D6UnsjNOxCWSdZjVCYW3umSIA7ZJuuSTFwpgMFr_F4w/viewform

OTIS fait appel

La multi nationale OTIS a fait appel de la décision du TASS (tribunal des affaires de sécurité sociale) du 17 juillet dernier, la reconnaissant responsable dans le suicide de son salarié Gilles Gasparoux.

Le verdict octroyait des dommages et intérêts pour la veuve et les 3 filles de ce salarié.

Cet appel a été déposé à la dernière limite légale (le 13 août), mais n'est malheureusement pas une surprise. **Ne comptons pas sur OTIS pour assumer ses responsabilités.**

Il en va de même quand des suicides de salarié-e-s surviennent à cause de leur mal travail : la volonté de se dédouaner, et de culpabiliser les familles endeuilées ne gêne nullement les en-

treprises concernées par le phénomène du suicide au travail.

La date d'appel n'est pas encore fixée, mais les élus CGT de l'entreprise OTIS continueront de travailler avec la famille de Gilles Gasparoux et ses avocats, afin de faire reconnaître les responsabilités de cette multinationale aux fonctionnements RH sans état d'âme.

Formation syndicale

IL RESTE DES PLACES :

- Stage "**communiquer par l'écrit**" du 17 au 19 septembre 2014 à Clermont-Fd ;
- Stage **Niveau 1 à Riom** du 22 au 26 septembre à Riom ;
- Formation **accueil nouveaux syndiqués** les 30 septembre et 1^{er} octobre à Cournon ;
- Stage **CHSCT**, du 27 au 31 octobre 2014 ;
- Journée d'étude "élections professionnelles" le 22 octobre 2014 ;
- Formation **accueil nouveaux syndiqués** les 02 & 03 octobre à Clermont-Fd ;
- "**Communication**" du 03 au 07 novembre à Clermont-Fd.



Attention; nouvelles formations à Issoire :

- Formation **accueil nouveaux syndiqués** les 13 & 14 novembre ;
- Stage **Niveau I** du 1^{er} au 5 décembre.

Pour consulter le calendrier des formations 2014 (mis à jour) et se procurer tous les documents d'inscription, une seule adresse internet : <http://www.cgt63.fr/joomla3/index.php/formation-syndicale/66-planning-formation>. Pour tout contact : formationsyndicale@cgt63.fr

AG de rentrée

A l'heure de la reprise et à quelques jours de **notre Assemblée Générale de rentrée qui se déroulera le 19 septembre**, Salle Chanteranne à Clermont, nous ne constatons qu'un trop faible nombre de syndicats inscrits pour y participer.

L'envoi des convocations (mails et courriers postaux) et la mise en place de fiches d'inscriptions, ainsi qu'un formulaire en ligne doit permettre l'inscription des syndicats.

Camarades, si nous voulons ensemble impulser l'activité syndicale et construire la mobilisation, il est nécessaire que nous prenions le temps de débattre et de décider collectivement.

Faute d'une participation suffisante... dites-vous bien que les décisions que nous prendrons manqueront forcément d'engagement, nuisant à notre capacité de lutter.

Aussi, avec ce rappel pour gagner la participation la plus large des syndicats du département à l'Assemblée

Générale du Puy de Dôme, l'UD Cgt 63 ne peut que conseiller **aux syndicats et sections syndicales du département de construire partout des Assemblées de rentrées avec la participation des syndiqué-e-s.**

Bien évidemment, l'Union Départementale mettra tout en œuvre pour répondre positivement aux invitations à participer à ces rencontres organisées par les syndicats !



Encore et toujours avec les sans-papiers

Depuis de trop longues années nous dénonçons une politique mortifère qui fait de l'étranger, du demandeur d'asile un suspect. Gouvernements après gouvernements l'indignité persiste. Cette politique qui brise des vies et ruine des existences vient encore de tuer...

Abdelhak Goriada, un Algérien de 51 ans, en France depuis 18 ans, père d'un enfant français de 6 ans a été tué le 19 août alors qu'il était conduit à Roissy en vue d'une expulsion qu'il avait physiquement refusée quelques jours auparavant. Menotté dans le dos, jambes entravées, cagoule et casque sur la tête, étranglé pour l'empêcher de crier, Abdelhak est parti en bonne santé, il est arrivé mort à l'aéroport. Cela peut arriver à chacune et chacun des 100 expulsés quotidiens de ce pays. Partout en France, y compris à Clermont-Ferrand les expulsions s'accompagnent de violences physiques et de brutalités dont beaucoup de passagers, de membres d'équipages et d'anciens expulsés eux-mêmes peuvent témoigner.

S'ils n'en meurent pas tous, les conditions dans lesquelles survivent nombre de sans-papiers et déboutés du droit d'asile sont indignes d'un pays qui prétend être celui des Droits de l'Homme. Pour la seule réunion de RESF 63 du 25 août dernier, douze personnes sont recensées comme n'ayant pas de toit pour la nuit. Une famille de cinq personnes avec une mère malade est à la rue depuis trois semaines. Une autre famille de quatre personnes est dans la même situation. Une femme Syrienne enceinte de sept mois est également à la rue. Des mineurs isolés vivent en squat ou chez des militants. La préfecture expulse avant même la comparution devant la Commission Nationale du Droit d'Asile qui constitue le dernier recours pour les demandeurs d'asile. Des personnes sont expulsées alors qu'elles sont en France depuis 7 ans, 8 ans ou plus. D'autres vivent cachées par peur de l'expulsion... C'est dans ces conditions que des dizaines d'enfants, dans le département, préparent la rentrée des classes...

Et on sait que rien n'arrêtera celles et ceux qui fuient l'horreur de leur pays (Syrie, Lybie, Kosovo, Tchétchénie, Congo...). Seul le souvenir de cette horreur leur permet de supporter les conditions odieuses qui leur sont faites en France par les préfetures et les gouvernements.

Il faut régulariser les sans-papiers, ils ne sont pas dangereux, ils sont en danger.

“ Rassemblement-Manifestation Lundi 1^{er} septembre 18H Préfecture de Clermont-Fd

Les réunions de RESF se déroulent chaque lundi à 18H au Centre Jean Richepin, rue J Richepin à Clermont-Ferrand. Elles sont ouvertes à toutes et tous. Pour l'heure, nous avons aussi besoin de matériel scolaire pour la rentrée des classes. Aidez-nous à les aider...

**Lundi
1er
septembre
2014 à 18 h

Préfecture
de
Clermont-Fd**

RESF et l'Union Départementale CGT du Puy de Dôme appelle tous ses militants à se joindre à cette mobilisation, pour dénoncer les expulsions qui continuent partout sur le territoire.

Déjà le printemps dernier a été le théâtre d'expulsions nombreuses dans le département. Ainsi des travailleurs, des familles ou des enfants scolarisés ont connu les centres de rétention administrative avant d'être expulsés dans leurs pays d'origines.

Outre la séparation d'avec leurs proches et le retour forcé dans des pays dans lesquels ils risquent bien souvent leur vie, les sans papiers subissent des violences lors de ces expulsions. C'est ainsi que Abdelhak Goriada, algérien de 51 ans, est récemment mort lors de son transfert, dans un fourgon de police et dans des conditions plus que suspectes.

Ces populations sensibles, souvent mal traitées par des employeurs peu scrupuleux et bienheureux de les faire trimer sans aucune protection sociale ne demandent qu'une chose : être régularisés et ainsi pouvoir vivre avec leurs familles dans un pays en paix où ils auraient les mêmes droits que tou-te-s les salarié-e-s. Au lieu de ça, ce sont près de 100 personnes expulsées par jour en France, ce qui représente des dépenses folles pour de la barbarie.

Ensemble, exigeons la régularisation de tous les sans papiers et manifestons le devant la préfecture lundi 1er septembre 2014 à 18 h à Clermont.

Où en est-on de la réforme territoriale ?

Après la 1^{ère} partie de la réforme territoriale votée à l'assemblée le 23 juillet dernier, formalisant la fusion des régions pour passer de 22 à 13 territoires, l'automne prochain verra la suite des débats parlementaires, concernant entre autres la redéfinition des compétences et la suppression annoncée des conseils généraux. Rappelons que cette réforme, peut-être floue dans l'esprit d'un grand nombre, se fait aujourd'hui sans consultation des principaux intéressés, c'est-à-dire **nous tous**. Selon la source médiatique, la tendance des sondages montre que les français s'exprimant ne plébiscitent pas la réforme, et se prononcent même pour la mise en place d'un référendum, lorsque les « chiens de garde » médiatiques leur posent la question.

Et pour cause, un nouveau recul sévère des services publics dans les territoires est à attendre de ces tractations, avec une double peine planant sur la tête de la population :

▼ **L'éloignement des centres de décision.** Quand on connaît les territoires ruraux, ne serait-ce que ceux de notre département, on sait que les populations qui y vivent sont souvent très sensibles. Les personnes âgées et les familles en situation de précarité y sont nombreuses et ont particulièrement besoin de services publics de proximité. L'avenir des entreprises (et donc des emplois) est également conditionné à la qualité du Service Public (infrastructures, communications, énergie...)

▼ **La transformation des services publics en "services au public".** La tendance actuelle de signer des Partenariats Public Privé, qui font le bonheur des grosses entreprises, au détriment des finances des collectivités ([lire article](#)), laisse même présager que la financiarisation de tous les actes du quotidien coûtera très très chère aux citoyens : entretien et gratuité des routes, services d'aide à domicile, de soin, d'éducation, de loge-

ment, de culture, de communication etc.

On assiste à la disparition de l'égalité entre les territoires et on peut imaginer à quoi ressemblera la France entre 2 métropoles d'ici quelques années : un désert.

Pour atteindre l'objectif des 50 milliards d'économies (et pouvoir assumer les beaux cadeaux promis au MEDEF), l'aménagement du territoire n'est plus.

Dans le même temps, les derniers chiffres démontrent l'explosion des dividendes depuis la mise en place du pacte de responsabilité et du CICE. La CGT a de nombreuses propositions pour récupérer de l'argent, partager autrement les richesses et garder nos valeurs de solidarité incarnées par nos services publics.

[Lire l'analyse CGT de la fédération de l'équipement et de l'environnement](#) (sur le site de l'UD 63)

Syndicalisation / Organisation

C'est peut-être une évidence pour nous tou-te-s mais il y a urgence à renforcer notre organisation en augmentant toujours le nombre de syndiqué-e-s CGT.

Chacun, chacune, tous les jours, proposons aux salariés et aux retraités de nous rejoindre !

Au passage, nous rappelons aux syndicats qui ne l'auraient pas fait, qu'il est grand temps de procéder aux versements des cotisations versées par les syndiqués depuis le début de l'année, voire pour les reliquats de l'année 2013.





5€
au lieu de
8€

Parution le 5 septembre
100 pages

- Retour sur l'été 2014 : cheminots, intermittents, SNCF, conflit israélo-palestinien...
- Les perspectives après l'échec de la conférence sociale
- Pacte de responsabilité, coût du capital, austérité : changement de cap
- Dossier technique sur les élections de la fonction publique



Un cahier exclusif de 16 pages

Enjeux autour des métropoles : transports, services publics, santé, emplois...



www.nvo.fr

Bon de commande NVO rentrée n°3525/3526

Société (si nécessaire à l'expédition) _____
 Fédé. _____
 Nom _____
 Prénom _____
 N° _____ Rue _____
 Code Postal _____ Ville _____
 Mail _____ Tél. _____

Code article	Désignation	PU TTC	Quantité	Total
35253526	NVO double rentrée	5,00 €		
	Total de la commande			

Ce numéro est servi aux abonné(e)s

Règlement par chèque n° _____ à l'ordre de la NVO
 Banque _____

Bon de commande et règlement à adresser à:
 Nouvelle SA La Vie Ouvrière
 Case 600, 263 rue de Paris
 93516 Montreuil Cedex
 Tél.: 01 49 88 68 50
 01 49 88 68 07

Code origine : courrier